



MONTHLY REPORT
NCRI WOMEN'S COMMITTEE
AUGUST 2023



IRAN

A Strategy Doomed to Fail
**SWEEPING DISMISSAL
OF PROFESSORS**

Across 150 Iranian Universities

Licenciement massif de professeurs dans 150 universités iraniennes : Une stratégie vouée à l'échec

La convocation et l'expulsion des étudiants, qui ont commencé il y a plusieurs mois, se sont maintenant intensifiées jusqu'au licenciement des professeurs en août. Cette action, qui intervient à la veille du premier anniversaire du soulèvement national de 2022 et de la réouverture des écoles et des universités en Iran, reflète la crainte du régime des mollahs d'un nouveau soulèvement. Il cherche à réprimer les leaders du soulèvement de l'année dernière, les étudiants, et à réduire au silence le centre des protestations, l'université.

Au cours du mouvement national de l'année dernière, les universités ont joué un rôle important en tant que centres de protestation. Jusqu'à présent, de nombreux étudiants et professeurs d'université ont fait l'objet d'arrestations, de convocations, d'interdictions d'accès, de suspensions et de licenciements.

En août, le rythme des licenciements de professeurs s'est accéléré, en particulier ceux qui avaient soutenu les étudiants protestataires ou s'étaient joints aux manifestations nationales. Ils ont été licenciés sous divers prétextes, dont la retraite et les performances académiques. Il est à noter que certains des professeurs licenciés sont des femmes.

Alors que les professeurs sont licenciés, les autorités continuent également d'arrêter et d'emprisonner des enseignants, ainsi que d'expulser et de suspendre des étudiants.

Licenciement de professeurs : Changements dans 150 universités à l'aube de la nouvelle année académique

Des dizaines de professeurs d'université ont été licenciés ou suspendus depuis l'entrée en fonction de M. Raisi. Toutefois, au cours des derniers mois, le rythme des licenciements s'est considérablement accéléré. Certains de ces professeurs ont subi des réductions de salaire ou des suspensions pendant plusieurs mois, et ils ont maintenant reçu leur avis de licenciement officiel. Les licenciements ont eu lieu par le biais de notifications écrites et d'appels téléphoniques. (Tejaratnews.com, 28 août 2023)

Ces professeurs viennent de diverses universités, notamment Sharif, Tehran, Allameh, Melli, Azad Tehran, Azad Karaj, Al-Zahra, Kurdistan, Golfe Persique, Ferdowsi Mashhad, Art, Surah, Sciences médicales, Tabriz, Hakim Sabzevari, Bahonar Kerman, Jahrom, Azad Sanandaj, Sciences médicales d'Iran, Azad Qom, et Isfahan.

Depuis le 3 septembre, l'identité de 25 de ces professeurs a été confirmée. Parmi eux, des femmes professeurs notables telles que [Hamideh Khademi](#), [Ameneh Aali](#), Baharak Akhtardanesh, Raheleh Ali Moradzadeh, Lili Varharam, Azin Movahed et Somayyeh Sima qui ont été soit expulsées de l'université, soit suspendues, soit interdites d'enseigner.

Le 24 août, le journal gouvernemental Etemad a révélé que 58 professeurs avaient été licenciés depuis l'entrée en fonction de M. Raisi. En outre, Etemad a compilé une liste de 157 professeurs qui ont été licenciés des universités sous les administrations d'Ahmadinejad, de Rouhani et de Raisi.

Dans son article du 31 août, le journal Etemad souligne que le gouvernement poursuit sérieusement le projet d'"homogénéisation du corps de l'enseignement supérieur". Il a noté les changements regrettables en cours dans le personnel enseignant de 150 universités du pays, alors qu'il reste moins d'un mois avant le début de la nouvelle année universitaire.



De gauche à droite : Ameneh Aali, Hamideh Khademi, Azin Movahhed, Somayeh Sima



De gauche à droite : Lili Varharam, Raheleh Ali Moradzadeh, Baharak Akhtardanesh

Les universités sous surveillance et confrontées à la fuite des cerveaux

Selon les étudiants, les agences de sécurité exercent une influence significative sur toutes les décisions liées à l'université, et les universités se retrouvent encerclées par les forces de répression.

L'association islamique des étudiants de l'université technologique de Sharif a publié une déclaration le 28 août, exprimant son objection au licenciement d'Ali Sharifi Zarchi. Ils ont souligné les mesures de sécurité croissantes imposées à l'université Sharif et ont décrit la situation comme une "prise de contrôle de l'université par les agences de sécurité".

Dans cette déclaration de protestation, un avertissement est lancé : le licenciement des professeurs qui ne s'alignent pas sur l'agenda du gouvernement et les confrontations entre les services de sécurité et les étudiants n'entraîneront pas seulement le "désespoir et la désillusion de la communauté universitaire à l'égard du gouvernement", mais contribueront également à l'exode quotidien de l'élite intellectuelle iranienne.

Ali Ghanbari, un expert affilié à l'État, a mis en garde : "L'effort d'homogénéisation des universités provient de l'état d'esprit qui a fait de même, il y a quelque temps, pour les administrations, les organisations et les institutions officielles du pays. Cet état d'esprit veut que tout le monde pense d'une manière qui corresponde à une ligne politique spécifique. Dans ces conditions, nous

assisterons bientôt à la migration des élèves de terminale ou des titulaires de diplômes vers les universités des pays voisins". (Fararu.com, 30 août 2023)

Amanullah Qaraei Moghadam, sociologue, a commenté les conséquences sociales du licenciement des professeurs : "Aujourd'hui, lorsqu'un professeur est licencié, l'idée prévaut que c'est parce qu'il était hautement qualifié et méritant. Aujourd'hui, les jeunes sont profondément connectés au monde numérique et influencés par leurs pairs. Lorsque l'on sait que 80 % des étudiants exceptionnels, des milliers de médecins, d'ingénieurs et de journalistes ont quitté le pays, contribuant ainsi au phénomène de fuite des cerveaux, le comportement au sein du système universitaire est un facteur important en jeu. (Entekhab.ir, 30 août 2023)



Expulsion de professeurs dévoués

[Ameneh Aali](#), l'un des professeurs licenciés de la faculté de psychologie de l'université Allameh Tabatabaï de Téhéran, a déclaré : "Ils ne nous ont fourni aucune explication, mais d'après ce que nous avons entendu au sein de la faculté, nous connaissons parfaitement les raisons. Nous avons signé des déclarations, soutenu les sit-in des étudiants et protesté contre la suspension des étudiants". (Rouydad24.ir, 27 août 2023)

Dans une lettre ouverte publiée le 1er septembre 2023, Ameneh Aali écrit : « Pour être franc, je suis un enseignant avec de nombreuses années d'expérience, ayant passé près d'une décennie dans le cadre universitaire. Il est de notre devoir, en tant qu'éducateurs, de ne pas obéir aveuglément aux gouvernements, mais d'être les serviteurs de notre nation. Les écoles et les universités sont les sanctuaires de nos étudiants, et nous sommes là pour défendre leurs droits et sauvegarder l'intégrité de ce sanctuaire.

« Cela a été, et continue d'être, ma conviction fondamentale que j'ai toujours défendue. Je l'ai exprimée ouvertement, honnêtement, fermement et résolument. Que ce soit en période de répression, d'arrestations ou de suspensions d'élèves, ou face à des attaques contre des écoles et des menaces contre des élèves, j'ai réaffirmé cette position à de nombreuses reprises. Je l'ai exprimée dans des lettres et des déclarations, lors de réunions, devant les autorités universitaires, en présence du personnel de sécurité lors d'affrontements entre étudiants, et même lorsque j'ai été interrogé par les enquêteurs du ministère du renseignement. »

Les étudiants de l'université Allameh Tabatabaï ont protesté contre le licenciement des professeurs [Hamideh Khademi et Ameneh Aali](#), qu'ils ont salués comme faisant partie des éducateurs les plus estimés de l'université.

À l'inverse, les partisans de Khamenei se sont félicités de l'expulsion de ces professeurs. Hossein Shariatmadari, rédacteur en chef du journal Kayhan et représentant de Khamenei au journal, a décrit le renvoi des professeurs comme « la sanction la plus faible et la plus mineure » pour les membres du corps enseignant de l'université qui, au cours de l'automne précédent, « ont non seulement soutenu les troubles et les émeutiers, mais dans certains cas, ont été impliqués avec des éléments violents dans des crimes contre le peuple opprimé de cette frontière et de la région. » (asriran.com, 28 août 2023)

Le premier coup d'État culturel : L'opposition du régime des mollahs à l'université, citadelle de la liberté

En Iran, l'université a toujours été un bastion de la liberté et un terrain propice à l'épanouissement des idéaux libertaires, en grande partie grâce à sa concentration de personnes instruites et cultivées. C'est pourquoi, dès sa création, le régime des mollahs a nourri une opposition et une hostilité à l'égard de l'université.

Khomeini, le premier chef suprême des mollahs, considérait les universitaires comme des occidentaux et des produits de l'éducation occidentale, les qualifiant d'arrogants. Dans un discours prononcé en mars 1980, Khomeini s'est adressé aux universités et a affirmé que tout ce qui se passait dans le pays était influencé par les actions de ces institutions académiques.

À la suite de ce discours, le régime a lancé la "révolution culturelle", une campagne qui a conduit au démantèlement des universités à partir du mois d'avril. Le 5 juin 1980, les universités ont été fermées pour une période de trois ans. La révolution culturelle a tragiquement entraîné la mort de 17 étudiants et blessé plus de 2 000 d'entre eux. De nombreux étudiants et universitaires ont été arrêtés et détenus et, chose choquante, certains ont même été exécutés.

Le Conseil de la révolution culturelle du régime, sous la direction de Khomeini, a lancé une purge généralisée des professeurs et des universitaires. Nombre d'entre eux ont été démis de leurs fonctions ou contraints de démissionner des universités. Au cours de ces trois années, le Conseil de la révolution culturelle a mis en place des comités de renseignement et d'évaluation idéologique afin d'exercer un contrôle sur les universités et l'enseignement supérieur.

Dans le cadre de ces efforts, 45 % des places d'admission à l'université ont été attribuées aux membres du Basij et de l'IRGC (Corps des gardiens de la révolution), ainsi qu'aux familles des anciens combattants. En outre, le parlement des mollahs, ou Majlis, a adopté une loi visant à "faciliter l'inscription des combattants (de la guerre Iran-Irak) dans les universités". Ces mesures visaient à remodeler la composition des établissements d'enseignement supérieur pour les aligner sur l'idéologie et le contrôle du régime.

سخت نگران اخبار باور نکردنی حاکمی از همدان برای کتل گزشتن استبد بر چست بود و همزمان بازنشستگی اجباری با نام گروهی دیگر است کتل گزشتن بر طبق انضای صاحبان و بهنام حضرت پدرها از ححنه های مختلف آموزشی، اکثر زبان بار دانشجیان و فرامیوان علوم پزشکی و سفوف کفیی خدمات بهداشتی و درمانی و به خاطر جان بیماران و محتاج پزشکی بیگانه شدن هر عزیز را به همراه خود برداشته آنچه پیش از این اجرا می شد محدودیت ها، چنده پزشکی دانشگاهی کشور را نگران می کند، عوقبت نامه است که مصالح و منافع سیاسی را بر بنیادها کشور تر ترجیح می دهند و حتی قیامت تاثر رفتار هادیدر نظر گلمایان نیست»



که به پاسان آن رسیدیم، روزهای تخی ه دانشگاهی و کنیشتند کشور داشته فتنه به دنبال انتشار اخبار چند روزه نام معلوم شد با یک دستاری بنده آموزش های است که با جدت در دولت سیزدهم آید و سون کلایته بر خلاف همتاهاش در لیهودهمه فتنه آتش بریزد، در حالی که ۱۴۰۰ تا پایان مرداد امسال، نام دهها استاد و بازنشستهای اجباری قرار گرفته بود، در موبایل پوش حجابان آئین موجود حسین ستانان دانشگاه تهران (علی شریفی رازی) نگاه صنعتی شریفی (امنه مافی و حمیده ستانان) دانشگاه علامه طباطبائی (سید امیری) (استاد دانشگاه علامه طباطبائی) (رام اللهی) (استاد دانشگاه شهید بهشتی) (محمد رضا (استاد دانشگاه تهران) که در هفته های و هجین شگاهی با کتبی ممنوعیت کتبی ترید بودند در شبکه های اجتماعی با در با پایگاههای خبری اعلام کردند که حکم ن حکماری انتقال از تدریس با قطع حقوق فرغ شده است. همچنین در این هفته وبه از گزارش حجتیه ۱۵۷ استاد اخراجی، از نشسته اجباری در دولت های نهم و دهم و سیزدهم تاکنون در دیگر استانهای اخراجی اجباری در دولت های نهم، دهم و سیزدهم امتداد رسیده، محمد جواد حق شناس؟ ضوابط علمی دانشگاه علوم سیاسی، ۱۳۹۶) کتل گزشتن دانشگاه

«اعتماد» نام ۵۴ نفر دیگر از استادان اخراجی، باز شنسته اجباری یا تعلیق و منقصل از تدریس را منتشر می کند

موج دوم حذف اساتید به نام خالص سازی

طی دو سال اخیر بیشترین حذف در دانشگاه های آزاد، تهران، علوم پزشکی تهران و علامه طباطبائی رخ داده است

تعداد استادان حذف شده از نظام آموزشی در دولت سیزدهم به ۱۰۶ نفر افزایش یافت

Journal Etemad : La deuxième vague de licenciements de professeurs au nom de la purification

Le deuxième coup d'État culturel dans les universités, Emploi de 15 000 loyalistes

Parallèlement au licenciement de professeurs, certaines disciplines universitaires ont été supprimées et la capacité d'admission d'étudiants dans d'autres domaines a été réduite. Mohsen Rannani, professeur au département d'économie de l'université d'Ispahan, a qualifié cette évolution de deuxième révolution culturelle et de coup dur pour le système universitaire. (Tejaratnews.com, 28 août 2023)

Des experts gouvernementaux et non gouvernementaux ont qualifié le licenciement des professeurs de "purge". Dans ce processus, les professeurs licenciés pour avoir soutenu les étudiants protestataires et s'être opposés aux politiques répressives du régime sont souvent remplacés par des individus alignés sur le régime en place. Cela semble faire partie d'un effort visant à injecter dans les universités des membres des Gardiens de la révolution et des forces Basij, souvent sous le titre de "professeur".

L'Union des professeurs d'université a publié une déclaration pour protester contre le licenciement des professeurs, révélant que "dans le paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité nationale, il est demandé aux ministères des sciences et de la santé d'organiser le recrutement de 15 000 membres du corps professoral alignés". Dans cette lettre, les professeurs sont présentés comme la principale cause des troubles en 2022". (Arshnews.ir, 27 août 2023)

Récemment, la chaîne Telegram de "Amir Kabir News Letter" a divulgué un document provenant des documents présidentiels confidentiels, révélant qu'au plus fort des manifestations nationales de l'année dernière, le Conseil de sécurité du régime clérical avait émis des ordres pour le recrutement de membres du personnel académique qui étaient alignés sur la "révolution islamique".

Ce document, daté du 10 janvier 2023, révèle que le ministre de l'intérieur, Ahmad Vahidi, a demandé au président des mollahs, Ebrahim Raisi, d'émettre un ordre pour lancer le "plan infrastructurel et révolutionnaire de transformation structurelle des universités et des centres d'enseignement supérieur".

Dans cette lettre, M. Vahidi s'adresse à M. Raisi en ces termes : "Au cours des récentes manifestations, une observation importante a été faite : le rôle de certains professeurs, qui ont provoqué les

protestations des étudiants et se sont livrés à des actions destructrices au cours des émeutes, a largement contribué à la crise. Dans les universités où des professeurs révolutionnaires (loyalistes au régime) étaient présents, même si leur nombre était limité, une gestion efficace a pu être mise en place. Cependant, dans la plupart des universités, caractérisées par un réseau de professeurs non alignés sur le système et, dans le meilleur des cas, par un nombre élevé de professeurs indifférents, les troubles ont été généralisés".



Inquiétude accrue au sein de la structure politique A la veille de la nouvelle année académique

Dans le document susmentionné, le cinquième paragraphe de la résolution du Conseil national de sécurité décrit un plan : "Accorder une autorisation spéciale d'embauche (par le biais d'un code de l'emploi) pour le recrutement de 5 000 membres du corps enseignant par le ministère de la santé et de 10 000 autres par le ministère des sciences d'ici la fin du mandat du gouvernement actuel".

Un journal d'État s'est inquiété de cette évolution en déclarant : "Accueillir avec impatience l'arrivée de 15 000 personnes, qui ont peut-être obtenu leur poste universitaire grâce à des bourses et à des quotas éducatifs, en tant que nouveaux membres du corps enseignant dans les universités, pourrait conduire à une catastrophe pour l'enseignement supérieur et spécialisé en Iran. Cela pourrait entraîner une forte baisse du classement mondial des universités iraniennes, la disparition d'institutions prestigieuses et l'abandon de nos aspirations en matière de développement - ce n'est là qu'une fraction des conséquences potentielles de cette catastrophe". (Quotidien d'État Etemad, 31 août 2023)

Ebrahim Azadegan, un expert affilié à l'État, a fait remarquer le 30 août que "les universités du pays sont en phase finale de déclin, et l'essence académique de ces institutions est confrontée à un risque important... Nous devons comprendre que notre situation interne nous mène vers la destruction." (Fararu.ir, 30 août 2023)

Le 29 août 2023, le quotidien d'État Hammihan écrit : "La déclaration du ministère de l'Intérieur démontre effectivement que l'establishment politique est profondément préoccupé par le début (de l'année scolaire). Il traite les professeurs de cette manière parce que certains d'entre eux ont parfois exprimé leurs objections au traitement des étudiants, qu'il s'agisse de la question du hijab ou de l'arrestation et de la suspension d'étudiants pour des raisons politiques".

Plus de 2 800 étudiants convoqués en conseil de discipline

Le 14 août, la lettre d'information des étudiants d'Amir Kabir a rapporté que les forces de renseignement et de sécurité du régime avaient convoqué de nombreux étudiants d'universités telles qu'Amir Kabir, Allameh, Khajeh Nasir, Tarbiat Modares, Ferdowsi, Mashhad et Isfahan. Il leur a été demandé de s'engager à ne pas participer aux manifestations. Ils ont été convoqués à la fois au "Bureau de suivi du ministère des enseignements" et au Bureau de suivi et juridique de Niyayesh, situé près du Club de la révolution de Téhéran.

Au cours des deux derniers mois, 59 étudiants au total ont été expulsés de diverses universités, tandis que 104 étudiants ont été privés d'un à quatre semestres d'enseignement. En outre, des centaines d'étudiants ont été privés de leur logement en résidence universitaire.

Au moins 200 étudiants de l'université Bou Ali de Hamadan ont découvert, sans préavis, qu'ils s'étaient vu refuser l'accès à un dortoir uniquement lorsqu'ils ont tenté de réserver une chambre dans le cadre du système. Une proportion importante de ces étudiants privés de logement étaient des femmes.

Ces convocations, expulsions et exclusions touchent également des étudiants de diverses autres universités, dont celles de Téhéran, Zabol, Sanandaj, Isfahan, Ahvaz, Kerman, Urmia, Kashan, Ardabil et Semnan.

Selon la lettre d'information d'Amir Kabir datée du 17 août, un total de 2 843 étudiants de diverses universités du pays ont été convoqués devant les comités disciplinaires de leurs universités respectives. Dans la province de Téhéran en particulier, 1 443 étudiants ont été convoqués, dont 324 de l'université iranienne des sciences et technologies, 57 de l'université Al-Zahra (réservée aux femmes), 51 de l'université Tarbiat Modarres, 153 de l'université de Téhéran, 51 de l'université de technologie Khajeh Nasiruddin Tusi, 126 de l'université Melli, 157 de l'université de technologie Amir Kabir, 114 de l'université de technologie Sharif, 149 de l'université Allameh Tabatabai, 32 de l'école technique professionnelle pour jeunes filles Dr. Shariati Girls Vocational Technical College et Vali Asr Girls College, 91 de l'université des arts de Téhéran et 138 de l'université Kharazmi.



Après le renvoi des professeurs, c'est le tour des étudiants

Le 28 août, le journal d'État Etemad a fait allusion à une prochaine phase de purges visant les étudiants.

Il a écrit que la faction de Raisi "vise à restructurer l'Organisation d'évaluation (qui décide de l'admission des étudiants à l'université), actuellement sous la tutelle du ministère des Sciences, en en faisant une filiale du Conseil suprême de la révolution culturelle".

"L'objectif premier est de modifier les critères d'admission à l'université, en mettant l'accent sur les qualifications politiques et religieuses, à la suite de la vague importante de licenciements de professeurs.

"L'année en cours, les comités disciplinaires au sein des universités servent d'instrument clé dans ce processus. Cela prépare le terrain pour les années suivantes, lorsque l'Organisation d'évaluation sera probablement placée sous la juridiction du Conseil suprême de la révolution culturelle, ce qui entraînera des quotas d'admission fondamentalement différents pour les étudiants.

"Actuellement, divers quotas sont en place pour les examens d'entrée à l'université, notamment pour les anciens combattants, les préférences régionales, les enfants d'anciens combattants et d'autres catégories. À mesure que ces quotas se développent, l'aspect compétitif des examens d'entrée à l'université diminue, ce qui risque de transformer l'enseignement supérieur en Iran en un système fondé sur la nomination". (Journal d'État Etemad, 28 août 2023)



La tentative désespérée du régime de contrôler les universités est vouée à l'échec

Ce qui est certain, c'est que le régime des mollahs ne parviendra pas à fermer les universités en expulsant les professeurs et les étudiants qui protestent. Les tentatives du régime de contrôler étroitement tous les aspects de la gouvernance, en commençant par le parlement et le gouvernement et en s'étendant maintenant aux établissements d'enseignement, révèlent son incapacité à tolérer la moindre dissidence. C'est un signe clair de l'extrême vulnérabilité du régime à l'approche de la phase finale de son règne.

Ahmad Bokharaei, un expert affilié à l'État, a révélé au site web Dideban-e-Iran le 2 septembre que plus de 90 % des professeurs d'université ont des opinions critiques à l'égard du régime. Il a souligné que l'expulsion de ces professeurs est une mesure de rétorsion qui non seulement provoque des troubles au sein de la communauté universitaire, mais entraîne également des conséquences durables et irréversibles.

En conclusion, nous citons les aveux d'un média d'État concernant les résultats du processus de "purification" dans les universités. Il a déclaré : "Fondamentalement, la notion selon laquelle la nouvelle génération sera contrôlée est entièrement fautive. Par conséquent, il faut reconnaître que même si tous les professeurs sont renvoyés, la détermination des étudiants à exprimer leurs revendications ne faiblira pas. Par conséquent, il est essentiel de reconnaître que toute approche de purge se révélera non seulement inefficace, mais exacerbera également les germes du ressentiment, de la duplicité et du mécontentement". (Rouydad24.com, 29 août 2023)

Mme [Maryam Radjavi](#), présidente élue du CNRI, a évoqué le renvoi des professeurs et la purge des étudiants de l'université le 29 août. Elle a déclaré : « Le régime inhumain des mollahs, en phase terminale, ne va pas arrêter de réprimer les étudiants et leurs professeurs et sous aucun prétexte ne pourra empêcher le soulèvement et échapper à la colère des jeunes insurgés et des étudiants en lutte. »

Elle a appelé l'ensemble des syndicats étudiants et enseignants et tous les intellectuels dans le monde à condamner les mesures répressives du régime clérical contre les universités et de se solidariser avec les enseignants et les étudiants en Iran.